



Mutualiser, réagir résister

OU COMMENT MILITER EN SPIP

« Les classes dominantes considèrent toujours la résistance comme un crime »

Rosa Luxembourg

Une démocratie qui a peur de ses citoyens n'est plus une démocratie mais un régime de surveillance généralisé tempérée par des élections : la liberté ne se protège jamais par la police mais toujours par le conflit politique vivant. Sécurité et démocratie sont structurellement en tension ; face aux dérives actuelles la résistance n'est pas seulement d'ordre moral, elle est politique, collective et politique.

Face à la dérive sécuritaire, résister, ce n'est pas seulement dénoncer. C'est reprendre du pouvoir là où il est confisqué et donner à voir les logiques à l'œuvre.

S'engager aujourd'hui, c'est défendre une vision humaine et pluraliste, protéger les conquies sociaux et le bien fondé des services publics contre un appareil d'Etat qui durcit toujours plus sa politique et organise leur démantèlement.

Résister et militer en SPIP, c'est composer

avec le statut de fonctionnaire et le statut spécial. C'est maintenir, à l'intérieur même de l'appareil judiciaire une brèche sociale et une vision politique de la procédure pénale et de la peine. En tant qu'agent.e de l'Etat cela suppose de se reposer sur les statuts, les missions et le cadre réglementaire contre des consignes hors cadre et parfois illégales qui sont imposées aveuglément et surtout sans aucune réflexion ni respect des personnels comme du public. Loin des projecteurs, et malgré les coups de semonce, les agents publics des SPIP ont divers niveaux d'action, à l'échelon individuel et/ ou collectif :

- Au travers d'une éthique professionnelle quotidienne
- Par un usage du droit en faveur des personnes
- En produisant un savoir critique
- Par le partage de ces connaissances et les alliances avec le monde associatif et universitaire
- En s'organisant collectivement via l'action syndicale

La désobéissance sans héroïsme [1]

Les personnels en SPIP sont au cœur d'une contradiction structurelle : ils doivent contribuer à l'individualisation tout en concourant à une gestion de masse et doivent sans cesse composer avec la réalité contre leur mission officielle et institutionnelle. Militer aujourd'hui en SPIP c'est résister de l'intérieur en quelque sorte, notamment par le travail au quotidien et la pratique professionnelle :

- Prendre le temps de l'écoute réelle, sans réduire les personnes à un dossier
- Défendre des projets d'aménagement et argumenter pour des alternatives aux sanctions.
- Humaniser les rapports écrits (et éviter un langage plaqué ou une évaluation hors sol)

Cette ligne professionnelle constitue une posture éthique qui permet de tenir contre la déshumanisation et la systématisation.

Ils peuvent aussi s'appuyer sur leurs compétences pour opposer une forme de contre-pouvoir technique par la maîtrise du droit de l'exécution des peines, cela permet de rappeler les obligations légales (proportionnalité, individualisation), et de produire des rapports solides qui protègent les personnes suivies, ou du moins ne les dessert pas en utilisant les marges d'interprétation en faveur de l'accompagnement.

Enfin ils peuvent produire un discours critique depuis l'intérieur : rendre visible ce qui est invisibilisé par la participation à des recherches, des collaborations avec des juristes, des sociologues, journalistes et le monde associatif afin de documenter les effets réels des politiques pénales.

La révolution permanente contre le carnage permanent ! [2]

Militer aujourd'hui en SPIP, et avec la CGT IP, c'est :

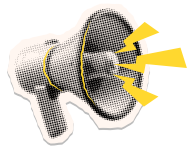
> **REFUSER LA PEUR** : le premier terrain de la lutte est symbolique, il s'agit de désactiver les menaces réelles ou supposées, par la sortie de l'isolement en démontrant les formes d'intimidation diffuses qui tentent de museler la parole des personnels.

> **TRANSFORMER LA JUSTICE EN CHAMP DE LUTTE** : le droit n'est pas neutre, et il reste un « champ de bataille » possible via des recours, la saisie des autorités indépendantes, la formation et le partage des savoirs. Chaque audience est un rapport de force et toute condamnation est un révélateur des dysfonctionnements ou politiques à l'œuvre[3].

> **COLLECTIVISER LES RISQUES ET S'ORGANISER ENSEMBLE** : agir au sein d'un collectif de travail comme d'un espace syndical rompt l'isolement et reste indispensable pour défendre les missions d'insertion, lutter contre la surcharge de dossiers (qui détruit tout travail social) et dénoncer les politiques purement répressives.

La solidarité, le réseau des syndicats et la convergence des luttes permet de mettre en lumière les stratégies et logiques au sein de la DAP (consignes), du ministère (absence de moyens humains, budget) et plus largement de la fonction publique : privatisation, dévoiement des missions, sous-effectif...

> **CONSTRUIRE UN CONTRE POUVOIR ET POLITISER TOUTE FORME DE COERCITION** : les agent.es des SPIP sont bien placé.es pour voir les ciblage.s des mouvements sociaux, les discriminations et logiques de classe. Reprendre la parole, saisir les médias et les parlementaires notamment contribue à éclairer les discriminations à l'œuvre et la mise en danger des personnels.



Les SPIP sont aux premières loges de la réalité sociale de la répression : précarité, addictions, santé mentale, racisme pénal, absurdité des sanctions... Faire exister ces savoirs, c'est aussi un acte politique.

Renoncer à l'activité politique, ce serait renoncer au lendemain [4].

[1] Expression empruntée à A. Decamp dans son article : [Carnets d'étudiant.e-s en travail social #5 – André Decamp](#)

[2] Citation initiale de Trotsky : « la révolution permanente contre le carnage permanent ! Telle est la lutte dont l'enjeu est le sort de l'humanité »

[3] Cf recours gagnants via notre site : [Résultats de recherche pour « recours » – CGT insertion probation](#)

[4] Trotsky – ma vie



Vous voulez adhérer ou poser toutes questions, commentaires : envoyez un e-mail à cgtspip.grandest@gmail.com et nous vous contacterons !